



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité Départementale des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 17 décembre 2025

Référence : DREAL/2025/10403

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 4 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **PAPREC Sud-Ouest**

ZAC Ayguelongue  
Rue Gustave Eiffel  
64121 Montardon

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 4 décembre 2025, de l'établissement exploité par la société PAPREC Sud-Ouest et implanté ZAC Ayguelongue, rue Gustave Eiffel, sur la commune de Montardon. L'inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 4 décembre 2025 avait notamment pour objet de vérifier la bonne traçabilité des déchets entrants et sortants.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

PAPREC Sud-Ouest  
ZAC Ayguelongue - Rue Gustave Eiffel - 64121 Montardon  
Code AIOT dans GUN : 0005204951  
Régime : Autorisation  
Non Seveso  
IED : Oui

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité des déchets,
- prescriptions en lien avec le statut IED de l'établissement,
- gestion du bassin de rétention des eaux pluviales / eaux d'extinction incendie.

#### **Présentation de la société**

La société PAPREC Sud-Ouest à Montardon est autorisée à exploiter une installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, sous l'enseigne PAPREC, et dangereux, sous l'enseigne RECYDIS, pré-triés ou non.

#### **Situation administrative**

Le site exploité par la société PAPREC Sud-Ouest est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 04/IC/320 du 15 juillet 2004 et par les arrêtés complémentaires n° 07/IC/182 du 29 juin 2007, n° 09/IC/89 du 1<sup>er</sup> avril 2009, n° 4951/13/54 du 8 novembre 2013, n° 4951/14/70 du 13 octobre 2014 et n° 4951/2023/47 du 18 octobre 2023.

Le classement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
3550 <sup>1</sup>	<b>Stockage temporaire de déchets dangereux</b> ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 <b>avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes</b> , à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	<b>368 t</b>	Autorisation
2718.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.</b> La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.		
2791.1	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b> , à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. 1. La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j.	<b>268 t/j</b>	Autorisation
2710.2	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.</b> 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieur ou égal à 300 m³.	<b>1 500 m³</b>	Enregistrement
2711.1	<b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques.</b> Le volume susceptible d'être entreposé est supérieur ou égal à 1 000 m³.	<b>1 067 m³</b>	Enregistrement
2713.1	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux</b> , d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. La surface est supérieure ou égale à 1 000 m².	<b>5 574 m²</b>	Enregistrement
2714.1	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.</b> Le volume susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 1 000 m³.	<b>21 733 m³</b> <i>(cette quantité inclut également les entreposages de déchets soumis à la rubrique 2713)</i>	Enregistrement
2716.1	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m³.		
1435.2	<b>Stations-service</b> : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué est supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	<b>1 000 m³</b>	Déclaration soumise à contrôle périodique
2710.1	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.</b> 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 7 tonnes.	<b>2 tonnes</b>	Déclaration soumise à contrôle périodique
2794.2	<b>Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux</b> La quantité de déchets traités est inférieure à 30 t/j.	<b>25 t/j</b>	Déclaration soumise à contrôle périodique
2661.2b	<b>Transformation de polymères</b> , matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques. 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.) La quantité de matière susceptible d'être traitée est supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.	<b>16,8 t/j</b>	Déclaration

<sup>1</sup> Rubrique IED principale

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
2517.2	<b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.</b> La superficie de l'aire de transit est inférieure ou égale à 5 000 m².	<b>344 m²</b>	Non Classé
2560	<b>Travail mécanique des métaux et alliages.</b> La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est inférieure ou égale à 150 kW.	<b>114 kW</b>	Non Classé
2715	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre.</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 250 m³.	<b>60 m³</b>	Non classé
4734.2	<b>Produits pétroliers spécifiques</b> et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages que les cavités souterraines et les stockages enterrés La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines est inférieure à 50 t au total.	<b>22 t</b> <i>2 cuves aériennes de 20 m³ et 5 m³</i>	Non classé

Les installations relèvent du régime de la déclaration prévue au I de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité des installations	Régime
2.1.5.0	<b>Rejet d'eaux pluviales</b> dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	<b>4,3495 ha</b> <i>Collecte des eaux pluviales et rejet dans le milieu naturel</i>	Déclaration

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets Registre des déchets entrants	Arrêté ministériel du 31/05/2021, Article 1	Demande d'action corrective <i>Téléverser les données sous Vigiedéchets avec un seul numéro SIRET – Améliorer la tenue du registre entrant des déchets</i>	1 mois
2	Traçabilité des déchets Registre des déchets sortants	Arrêté ministériel du 31/05/2021, Article 2	Demande d'action corrective <i>Téléverser les données sous Vigiedéchets avec un seul numéro SIRET – Améliorer la tenue du registre sortant des déchets</i>	1 mois
3	Respect des arrêtés ministériels de prescriptions générales pour les rubriques soumises à enregistrement	Arrêtés ministériels du 26/03/12 et du 6/06/18 modifiés	Demande de justificatifs <i>Justifier du respect des prescriptions générales applicables sur le site</i>	2 mois
4	Récolement et plan d'action à mener à la suite des non-conformités relevées	Arrêté Préfectoral du 18/10/2023 Annexe 2 – Titre VI	Demande de justificatifs <i>Transmettre la mise à jour du récolement avec justificatifs et du plan d'action</i>  Mise en demeure <i>Transmettre les justificatifs de l'organisation mise en place permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions</i>	1 mois  2 mois
5	Mesures de protection du sol, des eaux superficielles et souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/10/2023 Annexe 2 – Articles 3.5.2 et 5.3	Demande de justificatifs <i>Justifier de l'entretien des trois décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures pour l'année 2025 et du réseau de collecte des eaux</i>	1 mois
6	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/10/2023 Annexe 2 – Article 4.9	Demande de justificatifs <i>Transmettre le justificatif d'entretien du bassin étanche</i>  Mise en demeure <i>Transmettre l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles de confinement du site</i>	1 mois  2 mois
7	Surveillance des eaux souterraines et mise à jour du rapport de base	Arrêté Préfectoral du 18/10/2023 Annexe 2 – Article 5.4	Mise en demeure <i>Transmettre le rapport détaillant les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre et la mise à jour du rapport de base intégrant les résultats de la campagne d'investigation</i>	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Mesures de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2023 Annexe 2 – Article 5.5	Demande de justificatifs <i>Transmettre les annexes de la campagne réalisée et le rapport d'analyse des risques</i> <i>Ou réaliser une nouvelle campagne de mesures et transmettre le rapport d'analyse des risques correspondant</i>	2 mois  6 mois
9	Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables	Arrêté Préfectoral du 18/10/2023 Annexe 2 – Article 5.7	Mise en demeure <i>Transmettre les justificatifs correspondants à la mise en place des MTD 19, 23 et 25</i>	2 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 4 décembre 2025 a mis en évidence des non-conformités vis-à-vis de la réglementation applicable en lien avec :

- la traçabilité des déchets,
- le récolement du respect des prescriptions applicables au site émanant des arrêtés ministériels de prescriptions générales, de l'arrêté préfectoral n° 4951/2023/47 du 18 octobre 2023 et des prescriptions IED,
- la gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie, le cas échéant,
- la gestion de la surveillance dans l'environnement des rejets atmosphériques du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 1
<b>Thème(s):</b> Risques chroniques – Gestion des déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> </ul>

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Constats :

Concernant le registre entrant 2024 des déchets gérés par la partie PAPREC Sud-Ouest de l'établissement, transmis par l'exploitant le 17 décembre 2024, il a été constaté que :

- les déchets entrent sur le site entre 6 h et 18h43 – heures prévues d'ouverture du site. Cependant, il existe des anomalies d'heure de pesée enregistrées à 0h00 : les 5, 6 et 16 février, 7 mars, 2 et 3 avril et 15 juin 2024 pour diverses sortes de déchets : pneus, bois, cartons, encombrants, etc.,
- les dénominations usuelles des déchets ne sont pas harmonisées ou absentes. Pour le même code déchets, un certain nombre de dénominations existent : par exemples, AL PEB – écrits couleurs de bureau – Carton ou Carton papier ou carton plastique, etc.,
- les informations des transporteurs ne sont pas systématiquement complétées.

Concernant le registre entrant 2023 des déchets gérés par la partie RECYDIS de l'établissement, transmis par l'exploitant le 17 décembre 2024, il a été constaté que :

- l'heure de pesée n'est jamais précisée dans ce registre,
- les données concernant le producteur initial ne sont que rarement complétées,
- certaines informations des transporteurs ne sont pas complétées (n° SIRET).

Il est à noter que le registre entrant 2024 de la société RECYDIS n'a pas été transmis par l'exploitant comme demandé par l'inspection par courriel du 16 décembre 2024.

De plus, il a été constaté que les données téléversées régulièrement dans l'application Vigiedéchets apparaissent sous deux n° SIRET différents correspondant respectivement à l'entité bénéficiant des arrêtés préfectoraux d'autorisation, soit la société PAPREC Sud-Ouest et la société RECYDIS.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- téléverser régulièrement ses données dans l'application Vigiedéchets en utilisant un seul n° SIRET correspondant à l'entité bénéficiant des arrêtés préfectoraux d'autorisation, soit la société PAPREC Sud-Ouest,
- compléter de manière systématique toutes les données nécessaires à la traçabilité des déchets entrants,
- attribuer une dénomination usuelle du déchet à un seul code déchet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 2 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 31/05/2021, Article 2

**Thème(s):** Risques chroniques - Gestion des déchets sortants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Concernant le registre sortant 2024 des déchets gérés par la partie PAPREC Sud-Ouest de l'établissement, transmis par l'exploitant le 17 décembre 2024, il a été constaté que :

- certains déchets sont envoyés vers l'Espagne (12 lots de pneus usagés),
- les dénominations usuelles des déchets ne sont pas harmonisées. Pour le même code déchets, un certain nombre de dénominations existent : par exemples, film enrubanage en vrac, déchets verts gravats propres, etc.,
- les informations des transporteurs ne sont pas systématiquement complétées.

Concernant le registre sortant 2023 des déchets gérés par la partie RECYDIS de l'établissement, transmis par l'exploitant le 17 décembre 2024, il a été constaté que :

- les informations concernant les déchets envoyés vers l'Espagne sont incomplètes : aucune date d'expédition, aucune donnée relative à la gestion du transport ou à la qualification du traitement final,
- les informations concernant le producteur initial ne sont que rarement complétées,
- certaines informations des transporteurs ne sont pas complétées (n° SIRET).

Il est à noter que le registre sortant 2024 de la société RECYDIS n'a pas été transmis par l'exploitant comme demandé par l'inspection par courriel du 16 décembre 2024.

De plus, il a été constaté que les données téléversées, régulièrement dans l'application Vigiedéchets apparaissent sous deux n° SIRET différents correspondant respectivement à l'entité bénéficiant des arrêtés préfectoraux d'autorisation soit la société PAPREC Sud-Ouest et la société RECYDIS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- téléverser régulièrement ses données dans l'application Vigiedéchets en utilisant un seul n° SIRET correspondant à l'entité bénéficiant des arrêtés préfectoraux d'autorisation, soit la société PAPREC Sud-Ouest,
- compléter de manière systématique toutes les informations nécessaires à la traçabilité des déchets sortants et notamment ceux expédiés en Espagne,
- attribuer une dénomination usuelle du déchet à un seul code déchet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Respect des arrêtés ministériels de prescriptions générales pour les rubriques soumises à enregistrement**

**Références réglementaires :**

Arrêté Ministériel du 26 mars 2012 modifié – Régime E - rubrique 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial)

Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié – Régime E – rubriques 2711-1 (D3E), 2713-1 (DND métaux), 2714-1 (DND papiers cartons plastiques caoutchouc textiles bois) et 2716-1 (DND non inertes)

**Thème(s):** Risques chroniques – Prescriptions générales réglementaires

**Prescriptions contrôlées :** Récolement aux arrêtés ministériels de prescriptions générales cités ci-dessus

**Constats :**

Les tableaux de récolements aux arrêtés ministériels de prescriptions générales transmis le 17 décembre 2024 sont incomplets. Il n'est mentionné que : prescription « NA » (non applicable) ou « C » (conformité). Le respect de l'ensemble des prescriptions est à justifier, lorsque celles-ci sont applicables à l'installation, en précisant les dispositions mises en place dans l'établissement pour répondre à chaque prescription.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de renseigner la colonne « Justificatifs de la conformité, la non-conformité ou la non application » des deux tableaux de récolement transmis le 17 décembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Récolement et plan d'action à mener à la suite de non-conformités relevées**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2023, Annexe 2 – Titre VI

**Thème(s):** Risques chroniques - Prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 18/10/2023

**Prescriptions contrôlées :**

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté.

En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'action qu'il communique à l'inspection des installations classées en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.



L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de son arrêté d'autorisation.

**Constats :**

Le tableau de récolement à l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2023, transmis le 17 décembre 2024, précise la classification de chaque prescription de l'arrêté préfectoral : NA ou C ou NC. Le respect et le non-respect des prescriptions ne sont pas systématiquement justifiés. Ce document fait apparaître 13 non-conformités aux dispositions de l'arrêté préfectoral, comme par exemples :

- article 3.9 de l'annexe 2 : surveillance des rejets,
- article 3.10 de l'annexe 2 : convention de rejet pour raccordement à la station d'épuration,
- article 4.6 de l'annexe 2 : dispositions constructives (coupe-feu) pour assurer la maîtrise des risques,
- article 5.3 de l'annexe 2 : surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions de polluants dans le sol et dans les eaux souterraines.

L'exploitant a communiqué le 17 décembre 2024, à l'inspection des installations classées, un plan d'action justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité et permettant de lever toutes les non-conformités relevées.

L'exploitant n'a pas justifié la mise en place d'une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de son arrêté d'autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet la mise à jour :

- du récolement de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2023 justifiant le respect des prescriptions,
- du plan d'action.

L'exploitant est mis en demeure de transmettre les justificatifs de l'organisation mise en place permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de son arrêté d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Transmission de justificatifs / Mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois / 2 mois

**N° 5 : Mesures de protection du sol, des eaux superficielles et souterraines**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2023, Annexe 2 – Articles 3.5.2 et 5.3

**Thème(s):** Risques Chroniques – Protection du sol et des eaux superficielles et souterraines

**Prescriptions contrôlées :**

Article 3.5.2 : Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement sont correctement entretenues. [...]

En particulier, les débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 du volume utile de l'équipement et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, [...] ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Article 5.3 : Entretien et surveillance des mesures de protection du sol et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions de polluants dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers, etc.).

**Constats :**

Le jour de l'inspection, les fiches de suivi du nettoyage des trois décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures pour l'année 2025, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités n'ont pas pu être présentés par l'exploitant.

Pour la partie « entretien et surveillance des mesures de protection du sol et des eaux souterraines » un justificatif de travaux de curage des réseaux d'eau a été transmis le 17 décembre 2024 pour l'année 2021. Aucune procédure, aucun compte-rendu d'opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation n'a été communiqué à l'inspection depuis 2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

- les justificatifs de nettoyage des trois décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures pour l'année 2025, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités,
- les procédures, comptes-rendus d'opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations et conduits d'évacuation, le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2023, Annexe 2 – Article 4.9

**Thème(s):** Risques Chroniques – Protection du sol et des eaux superficielles et souterraines

**Prescriptions contrôlées :**

[...] La capacité de confinement disponible sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être a minima de 625 m<sup>3</sup>. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

En outre, l'exploitant dispose :

- d'un bassin étanche d'une capacité de 200 m<sup>3</sup>, muni d'un dispositif d'obturation avant rejet vers le milieu naturel ;
- d'une capacité de stockage in situ constituée par le réseau de canalisations des eaux pluviales internes (tuyauteries enterrées) et au niveau du sol par une capacité de confinement garantie par des bordures ceinturant la périphérie du site.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction démontrant qu'elles sont a minima de 625 m<sup>3</sup>. [...]

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 5 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réfection. [...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 17 décembre 2024, le justificatif du curage des réseaux d'eau réalisé en 2021.

Le jour de l'inspection, le bassin étanche, d'une capacité de 200 m<sup>3</sup>, faisant office de rétention des eaux pluviales / eaux polluées à la suite d'un incendie était plein. De plus, l'inspection a constaté des traces d'hydrocarbures flottant à la surface du bassin.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le fait que le volume de 625 m<sup>3</sup> pouvait être assuré, en particulier, par la charge complète des réseaux d'eau et du sol du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit procéder au curage de ses réseaux d'eau en 2026.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

- le justificatif de l'enlèvement des hydrocarbures à la surface du bassin étanche et leur élimination vers une filière appropriée,
- l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction démontrant qu'elles sont a minima de 625 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs / Mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois / 2 mois

## N° 7 : Surveillance des eaux souterraines et mise à jour du rapport de base

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2023, Annexe 2 – Article 5.4

**Thème(s):** Risques Chroniques – Protection du sol et des eaux superficielles et souterraines

### Prescriptions contrôlées :

En l'absence d'état des lieux initial de la contamination des eaux souterraines évaluée dans le rapport de base de 2015 complété en 2016 susvisé, l'exploitant est tenu de réaliser, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, des investigations environnementales dans les eaux souterraines portant sur des paramètres représentatifs des caractéristiques des produits et déchets présents dans le périmètre IED.

La liste des paramètres représentatifs à analyser (a minima les paramètres suivants : COHV, BTEX, PCB, HCT fraction carbonée C5-C40, HAP, métaux lourds, chrome dont Cr VI, phénols, cyanures totaux) ainsi que le plan de localisation des piézomètres sont transmis préalablement à l'inspection des installations classées.

À l'issue de ces investigations et au plus tard six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, un rapport détaillant le résultat des investigations menées dans les eaux souterraines.

Ce rapport détaille également, le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour :

- en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan « coûts – avantages » décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, environnementaux et sanitaires,
- sinon et en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche,
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage futur,
- contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des milieux,
- assurer la conservation de la mémoire et la restriction d'usage.

Si des mesures de gestion d'une éventuelle pollution sont à décliner au niveau des matrices « eaux souterraines », ces dernières devront l'être suivant un calendrier raisonnable et adapté aux enjeux et approuvées par l'inspection des installations classées.

Dans tous les cas, les éléments suscités doivent être intégrés, sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, dans le rapport de base exigé par le Code de l'environnement. Le rapport de base ainsi complété est transmis à l'inspection des installations classées.

### Constats :

L'exploitant a transmis, le 17 décembre 2024, le rapport détaillant le résultat des investigations menées dans les eaux souterraines en juin 2024, comportant la mise en place de 4 piézomètres sur le site ainsi que leur plan de localisation, réalisées par la société ANTEAGROUP.

Les analyses des eaux souterraines ont porté, en particulier, sur les paramètres suivants : COHV, BTEX, PCB, HCT fraction carbonée C5-C40, HAP, métaux lourds, chrome dont Cr VI, phénols, cyanures totaux. La société ANTEAGROUP conclut à :

- des concentrations en hydrocarbures C10-C40 supérieures à la limite de quantification du laboratoire au droit des PZ1, PZ2 et PZ3, comprises entre 0,364 et 0,262 mg/l et donc inférieures au seuil défini par l'arrêté du 30 décembre 2022 (1 mg/l) pour les eaux potables. On souligne que l'ouvrage amont PZ1 présente des traces (0,074 mg/l),
- l'absence de détection des métaux lourds (teneurs inférieures aux limites de quantification du laboratoire) pour l'ensemble des quatre piézomètres à l'exception du plomb et du zinc au droit de l'ouvrage PZ2 (aval). Les teneurs observées en plomb (0,016 mg/l) sont supérieures au seuil défini par l'arrêté du 30 décembre 2022 pour les eaux potables (0,01 mg/l),
- l'absence de détection des hydrocarbures C5-C10, HAP, COHV, BTEX, phénols, cyanures totaux et PCB pour l'ensemble des quatre piézomètres (teneurs inférieures aux limites de quantification du laboratoire).

Cependant, l'exploitant n'a pas transmis un rapport détaillant les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre, le cas échéant, suivant un calendrier raisonnable et adapté aux enjeux et la mise à jour du rapport de base intégrant les résultats de cette campagne d'investigation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport détaillant les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre, le cas échéant, suivant un calendrier raisonnable et adapté aux enjeux et la mise à jour du rapport de base intégrant les résultats de cette campagne d'investigation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Mesures de surveillance des rejets atmosphériques**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2023, Annexe 2 – Article 5.5

**Thème(s):** Risques Chroniques – Impact des émissions diffuses sur l'environnement au voisinage de l'installation

**Prescriptions contrôlées :**

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse des risques et des impacts générés par les retombées atmosphériques de poussières liées à l'activité de broyage des déchets qui prend notamment en compte les conditions météorologiques locales (vitesse et direction du vent, pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc.). Les niveaux de retombées sont interprétés pour en démontrer, le cas échéant, le caractère acceptable du point de vue sanitaire, mais également en matière d'impact environnemental.

L'étude comprend également une comparaison avec les impacts des retombées atmosphériques générés par une installation équivalente munie d'un système de confinement / d'une captation des émissions diffuses (capotage de l'ensemble de la chaîne de broyage, utilisation de bâtiment fermé, etc.) et permet de conclure sur l'efficacité et la suffisance du dispositif de prévention des émissions de poussières mis en place au niveau des broyeurs utilisés au sein de l'établissement.

À défaut de caractère concluant de l'étude supra et dès lors que le caractère technico-économique de déploiement des dispositifs complémentaires est confirmé pour capter ou confiner l'ensemble des poussières émises lors des opérations de broyage, l'exploitant met en œuvre lesdits dispositifs suivant un calendrier raisonnable adapté aux enjeux qu'il soumet à l'inspection des installations classées.

Dès lors que les rejets en poussières sont captés ou confinés, les valeurs limites d'émissions canalisées des poussières fixées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé doivent être respectées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis, par courriel du 5 décembre 2025, les résultats de la campagne de mesures de retombées atmosphériques sèches, réalisée par la société SGS entre le 21 novembre et le 16 décembre 2024.

Cependant, le rapport de la société SGS ne mentionne pas si cette campagne a été effectuée durant une période de broyage de déchets sur le site. De plus, l'exploitant n'a pas transmis l'analyse des risques et des impacts générés par les retombées atmosphériques de poussières liées à l'activité de broyage des déchets.

L'inspection, ne sachant pas les conditions d'exploitation du site lors de la campagne effectuée, ne peut pas déterminer si le niveau d'empoussièrement relevé est caractéristique de la pollution générée lors des campagnes de broyages de déchets du site ou non.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre les annexes à la campagne de mesures de retombées atmosphériques sèches, réalisée par la société SGS entre le 21 novembre et le 16 décembre 2024,
- justifier que la campagne de mesure a été effectuée durant une période de broyage de déchets sur le site :
  - si oui : transmettre l'analyse des risques et des impacts générés par les retombées atmosphériques de poussières liées à l'activité de broyage des déchets,
  - si non : refaire une campagne de mesure des retombées atmosphériques de poussières liées à l'activité de broyage des déchets qui prend notamment en compte les conditions météorologiques locales (vitesse et direction du vent, pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc.) et transmettre l'analyse des risques et des impacts générés par les retombées atmosphériques de poussières liées à l'activité de broyage des déchets.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois (interprétation de la campagne de mesure réalisée) ou 6 mois (réalisation d'une campagne de mesures et interprétation de celle-ci)

#### N° 9 : Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à l'installation

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2023, Annexe 2 – Article 5.7
<b>Thème(s):</b> Risques Chroniques – Prescriptions spécifiques applicables à l'installation IED
<p><b>Prescriptions contrôlées :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à son installation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la gestion des déchets en août 2018 et reprise dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé.</p> <p>Pour les MTD ci-dessous, des dispositions complémentaires sont prescrites.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 19 - Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites <p>L'exploitant met en place une organisation adaptée de sorte à assurer que « la surveillance régulière visant à détecter les fuites éventuelles est fondée sur les risques et, si nécessaire, les équipements sont réparés ».</p> <p>[...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le programme de contrôle, [...] et le descriptif des réparations effectuées.</p> </li> <li>- MTD 17 – Bruits et vibrations <p>L'exploitant réalise une campagne de mesures acoustiques dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en garantissant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Cette campagne intègre également des mesurages acoustiques au sein des zones à émergence réglementée (maison d'habitation, etc.)</p> <p>Il transmet les résultats, dès réception, à l'inspection des installations classées.</p> </li> <li>- MTD 23 – Bilan énergétique <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique de ses installations respectant les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé et définit, le cas échéant, un plan de réduction de ses consommations énergétiques.</p> </li> <li>- MTD 25 – Émissions dans l'air <p>En cas de justification (découlant de l'article 5.5 du présent arrêté) permettant de considérer la non nécessité de doter les installations de dispositifs de confinement ou de captation des poussières lors des opérations de broyage des déchets, l'exploitant met en place, dans des délais n'excédant pas un an, un système d'injection d'eau dans ou au plus près des broyeurs pour limiter les envols de poussières.</p> <p>De plus, le recours à des moyens de lutte incendie pour permettre l'aspersion d'eau au plus près des zones de broyage est strictement interdit.</p> </li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>MTD 19 : l'exploitant n'a pas présenté à l'inspection des installations classées le programme de contrôle et le descriptif des réparations effectuées, le cas échéant.</p> <p>MTD 17 : l'exploitant a transmis, par courriel du 4 décembre 2025, la campagne de mesures des niveaux sonores conformes, effectuée dans l'environnement proche du site de Montardon, les 15 décembre 2023, 8 et 9 février 2024 par M. Guillaume NOUAILLE, consultant.</p> <p>MTD 23 : l'exploitant n'a pas transmis le bilan énergétique de ses installations respectant les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé et n'a pas défini, le cas échéant, un plan de réduction de ses consommations énergétiques.</p> <p>MTD 25 : l'exploitant n'a pas justifié la non nécessité de doter les installations de dispositifs de confinement ou de captation des poussières lors des opérations de broyage des déchets, mais a déclaré avoir mis en place un système de dispersion d'eau au plus près des broyeurs pour limiter les envols de poussières.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs correspondants à la mise en place des MTD 19, 23 et 25 listées ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois